



**PRÉFET
DE L'INDRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
départementale
des territoires**

Service habitat construction (SHC)

DEMANDE DE DÉROGATION

ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

RAPPORT DE PRÉSENTATION A LA SOUS-COMMISSION D'ACCESSIBILITÉ AUX PERSONNES HANDICAPÉES

Textes de référence :

Code de la Construction et de l'Habitation (CCH)

Loi n° 2005-102 du 11 février 2005

Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006

Arrêté du 01 août 2006

Arrêté du 21 mars 2007 – Arrêté du 22 mars 2007

Décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007

Arrêté du 30 novembre 2007

ÉTUDE SUR PLANS

COMMISSION du 23 MAI 2025

VILLECHTX25-011

N° du permis de construire :

Demande d'autorisation de travaux : **036 044 25 E 0014**

Commune : **CHATEAUROUX**

Pétitionnaire : MINISTERE DE LA JUSTICE représenté par M. Hamidane ASSILA

Nature des demandes de dérogation : **ACCES A L'ETABLISSEMENT et CIRCULATIONS
INTERIEURES HORIZONTALES**

Adresse des travaux : Tribunal Judiciaire de Châteauroux - Place Lucien Germereau

Étude réalisée par : **Direction départementale des territoires – Qualité de la
Construction**

Rapport établi le : **19/05/25**

Auteur du rapport : Florence LÜCKE - S.H.C./QC

Vu la demande présentée le 27/02/25, par M. ASSILA Hamidane, représentant Le MINISTERE DE LA JUSTICE, pour Le Tribunal Judiciaire Place Lucien Germereau sur la commune de CHATEAUROUX sollicitant deux dérogations aux normes accessibilité,

Vu l'article R.164-3-1° du code de la construction et de l'habitation prévoyant la dérogation aux règles d'accessibilité en cas d'impossibilité technique résultant de l'environnement du bâtiment, notamment des caractéristiques du terrain, de la présence de constructions existantes ou de contraintes liées au classement de la zone de construction, notamment au regard de la réglementation de prévention contre les inondations ou en raison de difficultés liées à ses caractéristiques ou à la nature des travaux qui y sont réalisés,

Vu les argumentaires exposés à savoir :

- 1° L'entrée principale est située au 1^{er} étage du Tribunal Judiciaire, l'accès par une personne utilisatrice d'un fauteuil (UFR) se fera par un accès dédié, différent de l'accès principal. Il est impossible d'installer un appareil élévateur à l'extérieur du bâtiment.
- 2° La présence de rampe d'accès à l'intérieur de la salle d'audience n° 2, la modification de la rampe est techniquement impossible, du fait de sa position dans un plancher bois existant, de l'existence de doubles portes et de l'accès au sanitaire.

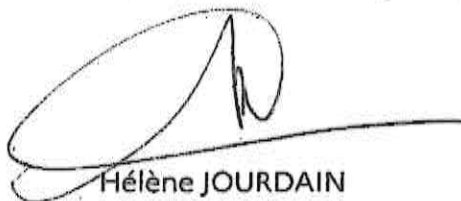
Vu les mesures proposées :

- 1° L'UFR se présentera devant la borne d'appel et un membre du personnel sera mis à disposition pour guider l'UFR jusqu'à l'ascenseur prévu pour atteindre le 1^{er} étage.
- 2° L'accès à la salle d'audience n° 2 peut se faire par 3 endroits : 2 portes de 85cm de passage utile, avec des rampes à 35 % sur 62cm de longueur, depuis les circulations intérieures et 1 porte d'entrée principale, accessible depuis la salle des pas perdus, passage minimum d'1,30m, avec une rampe à 10 % sur 2,00 de longueur.

Mise en garde : l'octroi d'une dérogation ne dispense pas le demandeur de respecter l'ensemble des règles non dérogé.

Un avis favorable est proposé aux deux demandes de dérogation ci-jointes, présentées par M. ASSILA Hamidane représentant LE MINISTERE DE LA JUSTICE, pour le Tribunal Judiciaire, situé Place Lucien Germereau sur la commune de CHATEAUROUX.

La cheffe de l'unité Qualité de la Construction



Hélène JOURDAIN

LA SOUS-COMMISSION D'ACCESSIBILITÉ AUX PERSONNES HANDICAPÉES ÉMET UN AVIS FAVORABLE AUX DÉROGATIONS, le 23/05/25.

La Présidente
Francine MALLET



**PRÉFET
DE L'INDRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
départementale
des territoires**

Service habitat construction (SHC)

ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

RAPPORT DE PRÉSENTATION A LA COMMISSION D'ACCESSIBILITÉ AUX PERSONNES HANDICAPÉES DE LA VILLE DE CHATEAUROUX

DATE DE LA COMMISSION : 23 MAI 2025

VILLECHTX25-011

N° de permis de construire :

N° de l'autorisation de travaux : **AT 036 044 25 00014**

Commune : **CHATEAUROUX**

Pétitionnaire : **MINISTERE DE LA JUSTICE** représenté par **M.Hamidane ASSILA**

Nature des travaux : **Mise en conformité accessibilité**

Type : **W L - Catégorie : 3^{ème}**

Adresse des travaux : **Place Julien Germereau CHATEAUROUX**

Architecte ou maître d'œuvre : **PRESLES ARCHITECTURE**

Date d'établissement des plans : **05/02/25**

Dossier déposé le : **27/02/25**

Reçu complété le : **19/05/25**

Étude réalisée par : **Direction départementale des territoires / SHC**

Rapport établi le : **19/05/25**

Auteur du rapport : **Florence LÜCKE - SHC / Bureau QC**


**PRÉFET
DE L'INDRE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

**le fonds
territorial
d'accessibilité**

une subvention à hauteur de 50 % pour la mise en
conformité et l'équipement des établissements
recevant du public privés de 5^{ème} catégorie
pour une société plus accessible et respectueuse
des droits citoyens

20
DE LA LOI
HANDICAP

Cadre bâti existant

(E.R.P. et I.O.P.)

Dépôt et contenu de la demande

prévus par les articles D. 122-12 et R. 122-13 du code de la construction et de l'habitation

1 - RAPPELS

Réglementation

Loi n° 2005-102 du 11 février 2005

Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 modifié par le décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007

Décret n°2019-873 du 21 août 2019

Ordonnance du 27 septembre 2014

Décret n° 2014-1326 du 5 novembre 2014

Arrêté du 11 septembre 2007

Arrêté du 8 décembre 2014

L'obligation concernant les ERP et IOP

Les exigences d'accessibilité des ERP et IOP sont définies par les articles R. 164-1 à R. 164-6 du code de la construction et de l'habitation.

L'article R. 164-2 précise :

« I. - Les travaux de modification ou d'extension, réalisés dans les établissements recevant du public existants ou créés dans un cadre bâti existant et les installations ouvertes au public existantes doivent être tels que :

a) S'ils sont réalisés à l'intérieur des volumes ou surfaces existants, ils permettent au minimum de maintenir les conditions d'accessibilité existantes ;

b) S'ils entraînent la construction de surfaces ou de volumes nouveaux à l'intérieur du cadre bâti existant, les parties de bâtiments ainsi créées respectent les dispositions prévues à l'article R.164-1.

II. - Les établissements recevant du public existants ou créés dans un cadre bâti existant autres que ceux de cinquième catégorie au sens de l'article R. 143-19 doivent être rendus accessibles aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap, conformément aux dispositions du III de l'article R. 164-1. Toutefois, la conformité des établissements pour lesquels des travaux de mise en accessibilité ont été autorisés avant la date d'entrée en vigueur de l'arrêté prévu au III de l'article R. 164-1, est appréciée au regard du a du II de l'article R. 164-2 en vigueur jusqu'à cette date.

En cas de modifications ou de renouvellement d'équipements dans ces établissements, l'opération est réalisée en assurant la conformité des éléments du bâtiment ou des équipements qui en font l'objet aux règles d'accessibilité prévues par l'article R.164-1 qui leur sont applicables.

III. - Les établissements recevant du public existants ou créés dans un cadre bâti existant classés en cinquième catégorie ainsi que les installations ouvertes au public existantes doivent satisfaire aux obligations suivantes :

a) Une partie du bâtiment ou de l'installation assure l'accessibilité des personnes handicapées, quel que soit leur handicap, à l'ensemble des prestations en vue desquelles l'établissement ou l'installation est conçu. Toutefois, une partie des prestations peut être fournie par des mesures de substitution.

La partie considérée du bâtiment doit être la plus proche possible de l'entrée principale ou d'une des entrées principales et doit être desservie par un cheminement usuel ;

b) En cas de modifications dans des parties de bâtiment ou d'installation rendues accessibles conformément aux règles applicables avant le [date d'entrée en vigueur du présent décret], l'opération est réalisée en assurant la conformité des éléments du bâtiment qui en font l'objet aux règles d'accessibilité prévues par l'article R. 164-1 qui leur sont applicables.

Il en va de même lorsque les modifications sont réalisées dans les parties de bâtiment ou d'installation qui, situées au même niveau que ces parties accessibles, leur sont contiguës.

En cas de modifications dans des parties du bâtiment autres que celles visées aux deux alinéas précédents, l'opération est réalisée en améliorant l'accessibilité pour les personnes présentant une déficience autre que motrice.

IV. - Les établissements recevant du public existants, faisant partie de réseaux souterrains de transports ferroviaires et de transports guidés ne sont pas soumis aux dispositions du II et du III ci-dessus, dès lors qu'ils respectent les conditions fixées au sixième alinéa de l'article 45 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005.

Définition de l'accessibilité

L'accessibilité est une obligation de résultat, il s'agit d'assurer l'usage normal de toutes les fonctions de l'établissement ou de l'installation.

Art. R. 164-1. - Est considéré comme accessible « les constructions ou aménagements propres à assurer l'accessibilité des établissements et leurs abords en ce qui concerne les cheminements extérieurs, le stationnement des véhicules, les conditions d'accès et d'accueil dans les bâtiments, les circulations horizontales et verticales à l'intérieur des bâtiments, les locaux intérieurs et les sanitaires ouverts au public, les portes et les sas intérieurs et les sorties, les revêtements des sols et des parois ainsi que les équipements et mobiliers intérieurs et extérieurs susceptibles d'y être installés, notamment les dispositifs d'éclairage et d'information des usagers »

2 - CHEMINEMENTS EXTÉRIEURS

Dispositions réglementaires	Dispositions prévues		
	C	NC	OBSERVATIONS
Accès à l'une des entrées principales depuis l'accès au terrain	X		
Signalisation :	X		
Visibilité <ul style="list-style-type: none"> • contraste par rapport à l'environnement immédiat • vision et lecture possible en positions debout et assis • absence d'effets d'éblouissement, de reflet ou de contre-jour • si situés à moins de 2,20 m de hauteur, permettre de s'approcher à moins d'un mètre 	X		
Lisibilité : <ul style="list-style-type: none"> • contraste par rapport au fond du support • hauteur des caractères proportionnée aux circonstances • hauteur mini des éléments relatifs à l'orientation : 15 mm • hauteur mini des autres éléments : 4,5 mm 	X		
Compréhension : <ul style="list-style-type: none"> • recours à des icônes et pictogrammes • pictogrammes normalisés lorsqu'ils existent 			
Contraste visuel et tactile du revêtement par rapport à son environnement	X		Bande de guidage
À défaut, repère continu visuellement contrasté et tactile			
Profil en long : <ul style="list-style-type: none"> • pente inférieure à 6 % • tolérances exceptionnelles : 10 % sur 2 m et 12 % sur 50 cm • palier de repos à pente nulle en haut et en bas de chaque plan incliné sans ressaut • si pente $\geq 5\%$, palier de repos tous les 10 m maxi • dimensions mini des paliers de repos : 1,20 m x 1,40 m • ressauts à bords arrondis ou chanfreinés de hauteur < 2 cm • ressauts : tolérance pour une hauteur de 4 cm en cas de pente inférieure à 33 % sur toute sa hauteur • « pas d'âne » interdits 	X		
Sol ou revêtement : <ul style="list-style-type: none"> • non meuble • non glissant • non réfléchissant • sans obstacle à la roue 	X		
<ul style="list-style-type: none"> • Volée d'escaliers de trois marches ou plus : respect du chapitre 7 de la notice sauf dispositions concernant l'éclairage • volée d'escaliers de moins de 3 marches : respect des normes de sécurité d'usage (nez de marche, contraste, non glissant) 	X		Sur l'escalier en pierre, L'arabesque du début et de la fin du garde corps existant est sciée et prolongée par une barre de même section, l'ensemble est repeint sur place,

		de la même couleur que l'existant. En haut, un poteau est recréé identique à l'existant. Scellé en pied de même couleur Pour le traitement antidérapant des nez de marche, un bouchardage est prévu Première et dernière contremarche des volées d'escaliers traitée par une teinte plus foncée
--	--	--

3 - STATIONNEMENT

Dispositions réglementaires	Dispositions prévues		
	C	NC	OBSERVATIONS
Places adaptées et réservées positionnées à proximité des accès	X		
Places adaptées reliées aux accès par un cheminement accessible	X		
Nombre de places adaptées : <ul style="list-style-type: none"> 2 % du nombre de places + de 500 places, fixé par arrêté municipal avec un mini de 10 	X		
Repérage : marquage au sol et signalisation verticale	X		
Caractéristiques dimensionnelles : <ul style="list-style-type: none"> espace horizontal au dévers près dimension mini de 3,30 m x 5,00 m Pour les places en épi ou en bataille, prévoir une sur-longueur de 1,20 m matérialisée sur la voie de circulation par un marquage au sol afin de signaler la possibilité pour un UFR de sortir ou d'entrer de son véhicule 	X		
Si contrôle d'accès ou de sortie, possibilité de se signaler par des personnes sourdes, malentendantes ou muettes (vidéo pour les nouvelles installations)			SO

4 - ACCÈS A L'ÉTABLISSEMENT

Dispositions réglementaires	Dispositions prévues		
	C	NC	OBSERVATIONS
Niveau d'accès principal accessible Mise en place d'une rampe permanente ou amovible respectant les pentes de 6 % voire 10 % sur 2,00 m ou 12 % sur 0,50 m Ressauts à bords arrondis ou chanfreinés de hauteur < 2 cm Ressauts : tolérance pour une hauteur de 4 cm en cas de pente inférieure à 33 % sur toute sa hauteur Mise en place d'une borne d'appel		X	Un accompagnement des PMR est nécessaire au niveau de l'accès principal jusqu'à l'ascenseur DEROGATION

Entrée principale facilement repérable	X		
Dispositifs d'accès et éléments d'informations :	X		
Visibilité : <ul style="list-style-type: none"> • contraste par rapport à l'environnement immédiat • vision et lecture possible en positions debout et assis • absence d'effets d'éblouissement, reflet ou contre-jour • accès possible à moins de 1 m pour les signalisations de hauteur inférieur à 2,20 m 	X		Des panneaux sur potelet et une bande de guidage au sol sont créés de la place de stationnement PMR jusqu'aux portes d'entrées
Lisibilité : <ul style="list-style-type: none"> • contraste par rapport au fond du support • hauteur des caractères proportionnée aux circonstances • hauteur mini des éléments relatifs à l'orientation : 15 mm • hauteur mini des autres éléments : 4,5 mm 			
Compréhension : <ul style="list-style-type: none"> • recours à des icônes et pictogrammes • pictogrammes normalisés lorsqu'ils existent 	X		
Signal lié au fonctionnement : sonore et visuel			
Si contrôle d'accès ou de sortie, possibilité de se signaler par des personnes sourdes, malentendantes ou muettes	X		

5 - ACCUEIL DU PUBLIC

Dispositions réglementaires	Dispositions prévues		
	C	NC	OBSERVATIONS
Accessibilité de tous les équipements nécessaires à l'utilisation et la compréhension du public	X		
Si plusieurs points d'accueil, au moins un est rendu accessible	X		
Banque d'accueil : <ul style="list-style-type: none"> • utilisable debout ou assis • hauteur maxi de 0,80 m • vide de 0,70 m x 0,60 m x 0,30 m 	X		
Signal acoustique à l'aide d'une Boucle d'Induction Magnétique (BIM) signalée par pictogramme	X		

6 - CIRCULATIONS INTÉRIEURES HORIZONTALES

Dispositions réglementaires	Dispositions prévues		
	C	NC	OBSERVATIONS
Accès et sortie autonome à l'ensemble des locaux ouverts au public		X	L'accès à la salle d'audience n°2 se fait par :
Signalisation :	X		- 2 portes de 85cm de passage avec des rampes de 35 % sur 62cm
Visibilité <ul style="list-style-type: none"> • contraste par rapport à l'environnement immédiat • vision et lecture possible en positions debout et assis • absence d'effets d'éblouissement, de reflet ou de contre-jour • si situés à moins de 2,20 m permettre de s'approcher à moins d'1 m 			- 1 porte, l'entrée principale, accessible depuis la salle des pas perdus, passage mini 1,30m avec une
Lisibilité : <ul style="list-style-type: none"> • contraste par rapport au fond du support 			

<ul style="list-style-type: none"> • hauteur des caractères proportionnée aux circonstances • hauteur mini des éléments relatifs à l'orientation : 15 mm • hauteur mini des autres éléments : 4,5 mm Compréhension : <ul style="list-style-type: none"> • recours à des icônes et pictogrammes • pictogrammes normalisés lorsqu'ils existent 			rampe à 10 % sur 2m
Contraste visuel et tactile du revêtement par rapport à son environnement			DEROGATION
À défaut, repère continu visuellement contrasté et tactile			
Profil en long : <ul style="list-style-type: none"> • pente < 6 % • tolérances exceptionnelles : 10 % sur 2 m et 12 % sur 50 cm • palier de repos à pente nulle en haut et en bas de chaque plan incliné sans ressaut • si pente ≥ 5 %, palier de repos tous les 10 m maxi • dimensions mini des paliers de repos : 1,20 m x 1,40 m • ressauts à bords arrondis ou chanfreinés de hauteur < 2 cm • ressauts : tolérance pour une hauteur de 4 cm en cas de pente inférieure à 33 % sur toute sa hauteur • « pas d'âne » interdits 		X	
Profil en travers : <ul style="list-style-type: none"> • largeur des allées structurantes minimum libre de tout obstacle : 1,20 m • tolérance pour un rétrécissement ponctuel entre 0,90 m et 1,20 m • dévers ≤ 3 % 	X		
Espaces de manœuvre avec possibilité de demi-tour : <ul style="list-style-type: none"> • en chaque point du cheminement où un choix d'itinéraire est donné • tous les 6 m maxi d'un cheminement • largeur correspondant à un diamètre de 1,50 m 	X		
Espace de manœuvre de porte : <ul style="list-style-type: none"> • ouverture en poussant : longueur mini de 1,70 m • ouverture en tirant : longueur mini de 2,20 m 	X		
Espace d'usage : <ul style="list-style-type: none"> • nécessaire devant chaque équipement • espace rectangulaire de 0,80 m x 1,30 m 	X		
Sol ou revêtement : <ul style="list-style-type: none"> • non meuble • non glissant • non réfléchissant • sans obstacle à la roue 	X		
Éléments visuels contrastés sur les parois vitrées situées en bordure des cheminements			SO

7 - CIRCULATIONS INTÉRIEURES VERTICALES

Dispositions réglementaires	Dispositions prévues		
	C	NC	OBSERVATIONS

Étages : niveaux décalés de 1,20 m ou plus	X		
Signalisation d'accès aux ascenseurs, escaliers : Visibilité : <ul style="list-style-type: none"> contraste par rapport à l'environnement immédiat vision et lecture possible en positions debout et assis absence d'effets d'éblouissement, de reflet ou de contre-jour accès possible à moins de 1,00 m pour les signalisations de hauteur inférieure à 2,20 m 	X		
Lisibilité <ul style="list-style-type: none"> contraste par rapport au fond du support hauteur des caractères proportionnée aux circonstances hauteur mini des éléments relatifs à l'orientation : 15 mm hauteur mini des autres éléments 4,5 mm 	X		
Compréhension <ul style="list-style-type: none"> recours à des icônes et pictogrammes pictogrammes normalisés lorsqu'ils existent 	X		
➤ Escaliers			
Dimensions en cas de modification des caractéristiques dimensionnelles : <ul style="list-style-type: none"> largeur minimale entre mains courantes : 1,00 m hauteur marche ≤ 17 cm giron ≥ 28 cm 	X		
Volées d'escalier de trois marches ou plus avec ou sans ascenseur : <ul style="list-style-type: none"> Main-courante continue différenciée de son support, située à une hauteur entre 0,80 m et 1,00 m et se prolongeant au-delà de la première et dernière marche de la valeur d'un giron en haut de l'escalier et sur chaque palier intermédiaire, contraste visuel et tactile distant de 0,50 cm voire d'un giron contraste visuel de la première et dernière contremarche sur une hauteur ≥ 10 cm nez de marches de couleur contrastée largeur ≥ 3 cm en horizontal nez de marches antidérapants 	X X X X X X		Aménagement des escaliers avec les équipements nécessaires
➤ Ascenseurs - Tous les ascenseurs sont conformes à la norme NF EN 81-70	X		
Signalisation palière	X		
Signalisation en cabine	X		
Ascenseur obligatoire : <ul style="list-style-type: none"> si effectif admis aux étages > 50 personnes et prestations non offertes au RDC seuil porté à 100 pour les établissements d'enseignement seuil porté à 100 pour les ERP de 5^e catégorie en cas de contraintes liées à la solidité du bâtiment Ascenseur non exigé dans les restaurants si effectifs admis à l'étage < 25 % de la capacité totale et prestations identiques en RDC 	X		

- dans les établissements hôteliers en fonction du nombre et d'étages

8 - TAPIS ROULANTS - ESCALIERS ET PLANS INCLINÉS MÉCANIQUES - SO

9 - NATURE ET COULEUR DES MATÉRIAUX DE REVÊTEMENTS ET QUALITÉ ACOUSTIQUE - SO

10 - PORTES, PORTIQUES ET SAS

Dispositions réglementaires	Dispositions prévues		
	C	NC	OBSERVATIONS
Caractéristiques dimensionnelles : <ul style="list-style-type: none"> • portes desservant plus de 100 personnes : largeur 1,20 m avec un vantail d'au moins 0,80 m • portes desservant moins de 100 personnes : largeur 0,80 m • portiques de sécurité : largeur 0,77 m de passage utile 	X		
Espace de manœuvre devant chaque porte (sauf celles ouvrantes sur un escalier) hors débatement de la porte non manœuvrée. <ul style="list-style-type: none"> • ouverture en poussant : longueur mini de 1,70 m • ouverture en tirant : longueur mini de 2,20 m 	X		
Poignées de portes facilement préhensibles en position debout ou assis	X		
Déverrouillage des systèmes d'ouverture électrique signalé par un signal sonore et lumineux			SO
Effort d'ouverture inférieur à 50 N	X		
Contraste visuel entre la porte et son environnement	X		
Repérage des parties vitrées importantes			SO

11 - LOCAUX OUVERTS AU PUBLIC, ÉQUIPEMENTS ET DISPOSITIFS DE COMMANDE - SO

12 - SANITAIRES

Dispositions réglementaires	Dispositions prévues		
	C	NC	OBSERVATIONS
Cabinet aménagé accessible avec lavabo à chaque niveau accessible disposant des sanitaires à disposition du public	X		
Sanitaires adaptés séparés des cabinets d'aisance non accessibles sont signalés	X		
En cas de sanitaires séparés par sexe, cabinet d'aisance aménagé accessible n'est pas exigé pour chaque sexe <ul style="list-style-type: none"> • accès directement depuis les circulations communes • signalé par des pictogrammes utilisation hommes femmes et handicapés ou non 			SO
Un lavabo par groupe respectant : <ul style="list-style-type: none"> • vide 0,70 m x 0,60 m x 0,30 m • miroir, distributeur de savon, sèche-mains, patères 	X		

Espace d'usage 0,80 m x 1,30 m en dehors du débattement de porte prévu latéralement par rapport à la cuvette	X		
Espaces de manœuvre avec possibilité de demi-tour Ø 1,50 m à l'intérieur du cabinet ou à défaut en extérieur devant la porte voire à proximité <ul style="list-style-type: none"> En cas d'espace de manœuvre à l'intérieur du cabinet, un chevauchement partiel de 15 cm peut être autorisé sous le lave-mains ou le lavabo accessibles En cas d'espace de manœuvre à l'extérieur du cabinet, un espace de manœuvre de porte est nécessaire devant celle-ci 	X		
Dispositif permettant de refermer la porte derrière soi	X		
Lave-mains à hauteur maxi de 0,85 m	X		
Hauteur d'assise comprise entre 0,45 m et 0,50 m sauf pour les sanitaires destinés spécifiquement à l'usage d'enfants	X		
Barre d'appui située à une hauteur comprise entre 0,70 m et 0,80 m	X		
Urinoirs en batterie disposés à des hauteurs différentes			SO

13 - SORTIES - SO

14 - ÉCLAIRAGE - SO

15 - DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES A CERTAINS TYPES D'ÉTABLISSEMENTS voir chapitres 16 à 19 ci-dessous - SO

16 - ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC ASSIS

Dispositions réglementaires	Dispositions prévues		
	C	NC	OBSERVATIONS
Salles sans aménagements spécifiques, emplacements dégagés lors de l'arrivée des personnes handicapées	X		
Nombre d'emplacements à répartir en fonction des différentes catégories de places offertes : <ul style="list-style-type: none"> 2 jusqu'à 50 places 1 emplacement supplémentaire par tranche de 50 + 1 000 places nombre fixé par arrêté municipal mini 20 places Dans les restaurants, dès lors qu'une mezzanine n'est pas accessible, le nombre de places accessibles est calculé sur la capacité totale de l'établissement	X		3 places PMR dans la salle d'audience n°1 2 places PMR pour des salles d'audience n°2 et 3
Espace d'usage 0,80 m x 1,30 m pour chaque emplacement accessible	X		
Chaque emplacement desservi par un cheminement respectant les dispositions du chapitre 6	X		

17 - ÉTABLISSEMENTS COMPORTANT DES LOCAUX D'HÉBERGEMENT -SO

18 - ÉTABLISSEMENTS COMPORTANT DES CABINES D'HABILLAGE OU DE DÉSHABILLAGE, DE SOINS, DE DOUCHE - SO

**19 - ÉTABLISSEMENTS COMPORTANT DES CAISSES DE PAIEMENT EN
BATTERIE - SO**

20 - SOUS-TITRAGE ET AUDIODESCRIPTION - SO

CONCLUSION

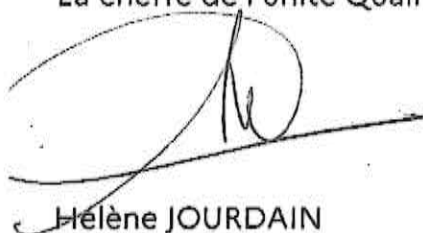
PROPOSITION D'AVIS FAVORABLE avec les DEROGATIONS

À l'issue de l'achèvement des travaux, le maître d'ouvrage doit fournir à l'autorité, un document attestant de la conformité de l'établissement aux règles de l'accessibilité.

Rappel :

Prévoir la mise à jour du registre public d'accessibilité.

P/Le chef du Service Habitat Construction
La cheffe de l'unité Qualité de la Construction



Hélène JOURDAIN

Avis confirmé en commission plénière le 23/05/25

La Présidente
Francine MALLET

